

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Un appel aux syndicalistes libres

Les militants et les autres

par G. LAMIZET

Replaçons l'action syndicale devant
ses véritables buts

par Albert LEMIRE

Les possibilités de Force Ouvrière

par Clément DELSOL

Un parlement plus royaliste que le roi

par J. PERA

Visite aux conseils ouvriers yougoslaves

par R. JOUSSELIN

Le docteur Jivago n'est-il qu'un
rebouteux Khrouchtchevien?

par Maurice LIME

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

EXTERIEUR

Six mois 800 fr.
Un an 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FOND

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 434 - Décembre 1958

Aux syndicalistes libres

Les militants et les autres
Replaçons l'action syndicale devant ses vé-
ritables buts

G. LAMIZET

Albert LEMIRE

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Continuons de rendre à César. — L'unité
syndicale vue de la C.G.T. — Peut-on évi-
ter une crise économique ? — Notre as-
semblée générale du 15 novembre
Les possibilités de Force Ouvrière
Un parlement plus royaliste que le roi
De la vie au théâtre

R. GUILLLORE
Clément DELSOL
J. PERA
L. M.

Propos sur la situation mouvante et nos idées constantes

Le sondage électoral. — Sur les ruines de
la démocratie conservatrice. — Ballottage
triangulaire et espoir syndicaliste

Roger HAGNAUER

Problèmes

Contrôle du circuit commercial. — Educa-
tion et culture socialistes. — Rapports en-
tre le mouvement syndical uni et démoc-
ratique et la franc-maçonnerie
A propos de nouvelles opérations (lettre à
D. Forestier)

Jean DUPERRAY

R. H.

Notes d'économie et de politique

La seule réponse qui convienne. — La ré-
ponse du berger. — Le géant a-t-il un
talon d'Achille ? — Une nation c'est une
idée

R. LOUZON

Lettre de Tunis : A propos du procès des
youssefistes
Les forces syndicales dans la communauté
européenne
Visite aux conseils ouvriers yougoslaves
Notre Espagne
Le docteur Jivago n'est-il qu'un rebou-
teux khrouchtchevien ?

J.-P. FINIDORI

Cécile MICHAUD

R. JOUSSELIN

L. M.

Maurice LIME

ENTRE NOUS

Nous ne sommes pas suspects de confiance abu-
sive en nous-mêmes et d'excess d'optimisme. Nous
ne dissimulons pas nos difficultés. Nous n'étouf-
fons pas les critiques que l'on nous adresse. Si nous
nous plaignons, c'est de l'excès de discrétion de
nos lecteurs et de nos amis.

Les appels que nous prodiguons en cet endroit
n'ont pas bénéficié d'une audience suffisante. Il
nous faut insister sans nous lasser. D'autant plus
que nous sommes encouragés par des symptômes
favorables.

D'abord on s'occupe de plus en plus de la
« R.P. ». Pour la louer quelquefois. Aussi pour
s'accrocher à elle, comme à un des derniers îlots de
résistance aux flux de conformismes divergents et
également malfaisants. Par prudence, on ne veut
pas insister. Quoique quelques mots sur les talons
de mandats de la veuve de Lapraz, cet apôtre sa-
voyard du syndicalisme et de la Libre Pensée —
de Tony Peyre, ancien secrétaire de l'Union F.O.
de la Loire pourraient figurer en bonne place dans
les colonnes de l'actif... Aussi ces propos cueillis
sous la plume de gens qui ne sont plus des nôtres,
mais qui ont l'élégance de nous rendre justice :
nous devons tant à la « R.P. ».

Il est vrai que l'on nous critique aussi. Et c'est
bien ce que nous demandons... Même lorsque les

critiques sont contradictoires. On nous demande
des études plus profondes, plus solides ; on s'éton-
ne que les jeunes ne se consacrent plus à l'étude
complète et minutieuse d'un problème. On nous
demande aussi de suivre l'actualité et de publier
des articles courts sur les batailles ouvrières. Cette
contradiction elle-même nous paraît judicieuse et
justifiable. Il faudrait dans chaque numéro une
ou deux monographies et des rubriques actuelles.
Mais cela demande un réseau étendu de collabo-
rateurs et de correspondants... naturellement béné-
voles, c'est-à-dire capables d'entreprendre une be-
sogne assez lourde en plus de leur travail salarié.
Ce qui nous paraît également très favorable,
c'est que notre rédaction s'élargit, se complète,
sans se renouveler. Ce numéro en apporte la preu-
ve. Et il indique aussi une tendance syndicale très
nette. Tendance que nous voulons prolonger et for-
tifier.

Mais nous voulons absolument pour nos étrennes
de 1959, deux cadeaux précieux :

1) Une trésorerie à l'aise. Des moyens financiers
qui nous permettent d'envisager l'augmentation du
nombre de pages, un effort de propagande, même
la publication de numéros spéciaux.

2) Un recrutement intense d'abonnés nouveaux.

Il faut donc répéter encore nos mots d'ordre.
Des abonnements, des souscriptions — des listes
de possibles — des correspondants qui soient à la
fois des collaborateurs et des diffuseurs de la
« R.P. ».

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 231, rue de Charenton, Paris.

AUX SYNDICALISTES LIBRES

On affirme que si les syndicats peuvent encore mener une action limitée et relativement efficace, le syndicalisme en tant que mouvement n'est plus qu'un souvenir historique — que si l'autonomie organique des syndicats est à peu près maintenue — au moins dans les pays démocratiques — il n'y a plus trace d'indépendance réelle dans la conception des idées, l'élaboration des programmes, la formation des militants.

C'est là un jugement hâtif qui ne repose pas sur un examen objectif et exact des choses. Au sein de grandes organisations étrangères que l'on dit réformistes, il s'engage des discussions générales, on formule des initiatives, qui, si elles ne déterminent pas souvent une action ouvrière d'envergure, remuent l'opinion publique, éclairent, contraignent ou gênent les gouvernants et les législateurs. La centrale américaine, les Trade-Unions, les centrales suisse, belge, hollandaise affirment constamment leur présence et ne laissent aucun problème ouvrier hors de leur activité. En Allemagne fédérale, en Italie, au Japon l'action syndicale, discutable sans doute, n'est jamais négligeable. Nos amis de la centrale syndicaliste libertaire de Suède ébranlent le conformisme des lourdes machines syndicales de Scandinavie. Dans les Etats nouveaux ou encore soumis à des dictatures plus ou moins fermes, d'Amérique du Centre et du Sud, d'Asie et d'Afrique, on note des signes précurseurs d'une naissance d'un syndicalisme indépendant. Même en Espagne et dans l'empire khrouchtchevien, la spontanéité ouvrière se décèle à travers les appareils syndicaux et inquiète les maîtres des Etats totalitaires.

En France, patrie du syndicalisme révolutionnaire, les idées syndicalistes animent encore de nombreux militants qui lorsqu'ils se groupent interviennent avec plus ou moins de résonance à la C.F.T.C. (où la minorité de gauche reste un puissant facteur de rajeunissement) à la Fédération autonome de l'Education nationale. On les entend aussi à la C.G.T.-F.O., quelquefois dans certains syndicats de la C.G.T.

C'est pour ranimer la foi dans le syndicalisme, pour provoquer des discussions libres qui n'aboutissent pas à des consignes fractionnelles, pour que se connaissent et se retrouvent ceux qui dans tous les syndicats restent fidèles à la totale indépendance du syndicalisme, que l'Union des Syndicalistes a été fondée. Et c'est par une rencontre normale qu'elle s'est exprimée dans la Révolution prolétarienne.

La « R.P. » entrera le 1^{er} janvier dans sa 35^e année. Sauf pendant huit années où la liberté était proscrite, sa parution régulière a été assu-

rée exclusivement par les abonnements et les souscriptions, par le dévouement totalement bénévole de ses administrateurs et rédacteurs. Seule, dans toute la presse, elle a publié tous ses comptes, et s'est toujours soumise à la libre critique de ses lecteurs.

Depuis 1925, par ses rubriques et monographies, par ses libres débats sur tous les problèmes ouvriers, elle s'est efforcée de créer et d'entretenir une opinion ouvrière. Ses deux collections d'avant et d'après guerre apportent une documentation aussi étendue que possible — dont la valeur historique a été signalée par Edouard Dolléans — sur le stalinisme, sur le colonialisme, sur la nationalisation, sur l'Unité syndicale, sur toutes les grandes grèves, sur la situation ouvrière dans tous les pays du monde.

Mais surtout la liberté dont jouissent tous ses rédacteurs permanents ou occasionnels, la volonté de ses fondateurs d'offrir une tribune libre à tous les militants qui ont pu y dire ce qu'ils ne pouvaient dire nulle part, a permis d'engager des campagnes toujours fructueuses, de poser tous les problèmes intéressant la classe ouvrière.

Il faut bien reconnaître que depuis dix ans, tous les organes qui véhiculaient de libres opinions syndicales ont disparu : l'Unité, le Courrier syndical, le Trait d'Union, la Tribune syndicale, les Liaisons syndicales. D'autres, à caractère plus politique, mais qui comptaient des militants syndicalistes comme rédacteurs, telles la Lutte, la Démocratie prolétarienne, Commune, ont disparu également.

On n'a pu continuer à faire paraître ni la Revue syndicaliste de Belin, ni Travail et Liberté, organes officieux des syndicats « indépendants ». Notre ami Michel Collinet a dû abandonner sa Lettre aux militants. Et nous ne parlons pas des publications nées en marge du mouvement, de ressources mystérieuses et d'inspiration douteuse, qui naissent, sévissent et disparaissent sans laisser de traces.

La « R.P. » offre à tous les militants syndicalistes, qu'ils soient ou non responsables syndicaux, l'hospitalité la plus large possible dans ses colonnes. Qu'ils y disent tout ce qu'il faut dire sur l'action de leurs organisations, l'orientation du mouvement, tous les problèmes sociaux et économiques.

Ce que nous leur demandons en échange, c'est simplement d'assurer la continuité d'une œuvre dont le caractère unique actuellement justifie la nécessité. Qu'ils diffusent la « R. P. », qu'ils recrutent des abonnés, qu'ils songent à la relève de ceux dont le dévouement est hélas ! aussi vieux que la revue elle-même.

L'EXAMEN DE NOS COMPTES en dernière page permettra aux camarades qui nous suivent et nous soutiennent de constater que notre trésorerie est un peu à l'étroit en cette fin d'année.

Qu'ils n'oublient pas la « R.P. », la seule revue syndicaliste actuellement existante ! Nous faisons appel à eux encore une fois, parce que nous n'avons pas d'autres bailleurs de fonds :

Renouvelez vos abonnements. Recueillez-en de nouveaux. AVANT TOUT, faites une nouvelle souscription immédiate.

La « R.P. » compte sur vous !

C.C.P. 734-99 Paris.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

LES MILITANTS ET LES AUTRES

Etant allé à l'assemblée de l'Union des Syndicalistes qui s'est tenue le 15 novembre à la Bourse du Travail, j'ai dû la quitter avant la fin. Voici, sans beaucoup d'ordre, quelques-unes des réflexions que m'ont inspirées le rapport de Guilloré. Elles peuvent se raccorder à celles d'Albert Lemire qu'on a pu lire dans la dernière « R.P. ».

Je ne crois pas que les militants soient aujourd'hui parmi les travailleurs les spécimens d'une espèce en voie de disparition. N'oublions pas que la part la plus grande et la plus ardente de cette sauvage espèce continue d'être domestiquée, génération après génération, par le P.C. Et répétons-nous que, parmi les militants des nouvelles générations qui sont restés des hommes libres, la « R.P. » n'est guère lue. C'est dommage. Sans cesser d'être elle-même, pour être elle-même, elle devrait faire en sorte d'être lue par eux et écrite par eux.

Mais il n'y a pas qu'eux.

Compte tenu du détournement de la plupart des jeunes zèles révolutionnaires par le P.C. — compte tenu aussi de l'entrée d'une proportion de plus en plus grande des salariés parmi ces « cadres » dont le volume devient de plus en plus démesuré dans l'économie — on peut se demander s'il n'y a pas dans le prolétariat, plutôt qu'un moindre nombre de militants, une distance plus grande entre ces militants et les gens de leur classe. Ce fossé devrait être comblé. Rien ne peut être entrepris qu'à cette condition.

C'est là un problème que le P.C. n'a jamais négligé. La « R.P. » doit se le poser, et elle pourrait contribuer à le résoudre, dans la mesure de ses moyens, en ne s'adressant pas aux seuls militants.

L'Union des Syndicalistes doit se le poser aussi. L'action syndicale peut mourir de devenir une opération politique, ou la sinécure des permanents et des « bifteckards », mais aussi de demeurer le monopole d'une poignée de militants honnêtes, convaincus, clairvoyants, dévoués, toujours sur la brèche et tout ce qu'on voudra, mais séparés de la masse passive des cotisants.

La bureaucratization des syndicats est à la fois un effet et une cause de cette vaste passivité. Et on a raison d'incriminer la pratique des heures supplémentaires, et le scooter, l'auto ou la télévision pour lesquels se font — se faisaient — les heures supplémentaires. Mais peut-être faudrait-il incriminer aussi les militants eux-mêmes. Hors des usines, des chantiers et des bureaux, ils se retrouvent **entre eux**, dans leur univers. Ils s'enchantent de leurs palabres, de leur égotisme, de leurs problèmes, de leur entente ou de leurs désaccords. Ils jonglent avec les sigles. Ils se lancent des motions à la tête. Et ils s'aperçoivent un beau jour qu'ils ne sont pas épaulés par les autres travailleurs, et qu'ils n'ont plus de prise sur la réalité.

Le militantisme est une passion, tout comme le cyclisme, l'amour, la pêche à la ligne, le jazz, le jardinage ou la photographie. J'ai toujours admiré que certains de ceux qui donnent tout leur temps à leur parti ou à leur syndicat aient l'air de s'attendre à quelque reconnaissance pour un dévouement où ils trouvent leur joie et un sentiment vif de leur importance. Cette raison de vivre que le militant s'est découverte ne devrait pas l'isoler, au contraire, de ceux qui en ont trouvé une autre — joueurs de football, peintres du dimanche — ou qui n'en ont pas trouvé du tout, de ceux qui peut-être ne jugent aucune cause digne qu'ils lui consacrent cette vie unique qu'est la leur.

Qui sait s'il ne faudrait pas reprendre, à l'adresse

des militants, le mot de Talleyrand : « Pas de zèle » ? Du moins pourraient-ils se demander si leur zèle s'emploie pour le mieux. Ce qui est souhaitable, c'est qu'avec moins de passion, moins d'abnégation, **tous** les salariés en viennent à s'occuper, peu ou prou, tant bien que mal, de leurs propres affaires. Une condition en est évidemment la réduction de la durée du travail, et il importe de réveiller l'esprit qui avait fait réclamer les 40 heures. Mais on peut se demander si ce n'est pas parce que les militants ont trop fait que les autres ne font plus assez.

Je songe, par exemple, à des camarades que je rencontrais naguère au comité de rédaction de feu « La Commune », à ces dirigeants du Syndicat national de l'Enseignement secondaire (S.N.E.S., pour les initiés) que sont Ruff, Cheramy, Letourneur. Voilà des militants assez loin de représenter authentiquement les cotisants pour qui ils luttent, par qui ils ont été élus, et aux yeux de qui ils ont pour mérite principal de n'être pas communistes. Le Syndicat n'est-il pas entré dans le même au-delà que le Parlement ? Par l'élection des responsables syndicaux la masse des professeurs syndiqués n'a fait que se décharger entre leurs mains du soin de ses affaires, tout comme le peuple français vient de se décharger du soin des siennes entre les mains du Général. Paternalisme partout. En dépit d'eux-mêmes, ces militants sont des « bonzes ».

Il s'agit là du syndicat auquel j'appartiens. Autant que je sache, le Syndicat des Instituteurs souffre du même mal, encore que moins gravement. L'éparpillement d'un grand nombre de ses membres dans les écoles rurales n'est d'ailleurs pas fait pour l'en préserver. C'est un mal qu'il ne faut pas se dissimuler quand on s'enorgueillit de voir au Congrès de la F.E.N. le rapport d'activité approuvé à une majorité supérieure aux 80 % du référendum.

On sait qu'un remède héroïque est essayé par quelques militants du groupe « Socialisme ou Barbarie ». A les entendre, il faut rompre radicalement avec l'appareil des syndicats et s'organiser d'une manière autonome dans chaque entreprise. Chez Renault, par exemple, il s'agit pour commencer d'obtenir que tout un chacun s'exprime dans « Tribune ouvrière ».

Il me semble qu'une telle expérience (rappelant l'apparition des shop-stewards dans les entreprises anglaises), avec ce qu'il est inévitable et peut-être souhaitable qu'elle ait d'intransigent, doit trouver dans la « R.P. » un écho. Et n'y a-t-il pas là un effort pour réaliser dans le cadre d'une entreprise ce que se propose la « R.P. » elle-même ? Quand elle ne servirait qu'à aiguiser les bureaucrates des syndicats ou à rendre leurs militants plus conscients de l'insuffisance des leçons entre n'importe quelle « avant-garde du prolétariat » et la gros de l'armée, cette tentative ne serait pas vaine.

Et peu importe que les auteurs en soient les trotskistes (comme il importe peu que Ruff ou ses amis, ainsi qu'il a été dit le 15 novembre, soient des trotskistes, d'ailleurs ennemis des précédents, comme il se doit). Et peu importent les rebuffades. Si les camarades de « Tribune ouvrière » ne veulent pas écrire dans la « R.P. », ils n'empêchent pas la « R.P. » de reproduire ce qu'ils écrivent. Des bulletins analogues à « Tribune ouvrière » sont ronéotypés dans d'autres entreprises ; pourquoi la « R.P. » n'y puiserait-elle pas — ainsi qu'à d'autres sources — de quoi faire une **revue de la presse ouvrière** à laquelle elle donnerait autant de place et de régularité qu'aux lettres des lecteurs ou aux lettres de l'étranger ? S'il s'agit de rendre la « R.P. » plus vivante, voilà une proposition pratique.

Elle sera d'autant plus vivante qu'elle sera plus ouverte. Ce qu'elle a à dire, il faut qu'elle le fasse entendre non seulement aux militants qui demeurent rassemblés autour d'elle, mais aussi à ceux qui se sont rencontrés ailleurs. Jamais on n'a fini de dépeupler le sectarisme et l'inutile orgueil d'avoir raison. On s'en rend compte à l'Union des Syndicalistes. Que nous importent le marxisme de ceux-ci ou le christianisme de ceux-là ? Prenons garde aux comportements plutôt qu'aux idéologies. A quoi bon rompre des lances contre ces moulins à vent que sont les « ismes », tous les « ismes » ?

Et encore une fois il ne faut pas songer seulement aux militants, mais **aux autres**. Peut-être la « R.P. » devrait-elle se départir un peu de son austérité. Est-ce un mérite qu'elle soit moins plaisante à lire que « l'Express » ? Peut-être pourrait-elle trouver sa manière à elle de faire une place au sport, aux films, aux chansons. Si ce n'est pas là une proposition sacrilège, c'est encore une proposition pratique.

Mais comment savoir ce qu'en penseraient, outre les lecteurs de la « R.P. », ses lecteurs **possibles** ?

G. LAMIZET.

REPLAÇONS L'ACTION SYNDICALE DEVANT SES VÉRITABLES BUTS

Je crois qu'il ne serait pas mauvais d'envisager une enquête dans la « R.P. », dont le sujet serait les changements structurels et psychologiques qui se sont produits dans la classe ouvrière depuis environ un quart de siècle.

Au congrès de la C.G.T., à Lyon, après la guerre de 14-18, Pierre Monatte dans son intervention, montrait que les apôtres du syndicalisme étaient devenus des administrateurs. Désormais sur le plan sociologique l'on peut montrer qu'à l'intérieur de la fiction prolétarienne se développe une mentalité bourgeoise qui tient en échec dans la réalité immédiate les concepts classiques d'un certain marxisme absolument figé. Pour le constater il n'est nullement besoin d'aller outre-Atlantique ; chaque jour dans notre vie qui ne s'aperçoit que le prosélitisme généreux des fondateurs du syndicalisme (les apôtres) a fait place à une exploitation farouche de l'échelle des conditions de salaire par les administrateurs syndicaux (car ils sont devenus ça et uniquement ça).

Une bourgeoisie basée non plus sur les titres de rente ou la possession des moyens de production ou de la terre ou de la construction ou des fonctions libérales, s'est formée à l'intérieur du monde travailleur, mettant en avant pour exiger des avantages spéciaux, toute la gamme des connaissances supérieures (réelles ou fausses, car quelquefois simplement l'entregent sert de catapultage vers les sommets). Quelle que soit la nature de ce phénomène, le résultat est que la notion syndicaliste de lutte s'en trouve faussée, paralysée, noyée dans une vaste impuissance à conquérir des réformes de fond (réduction de la journée de travail, nivellement des conditions générales d'existence, etc.). Vaste problème.

Je regrette d'autre part le titre donné à mon papier dans le dernier numéro de la « R. P. » : « Place aux bras nus », qui aurait dû être expliqué. Je précise que c'est Delécluze, le vieux chef communal qui mourut en chapeau haut-de-forme sur la barricade du boulevard Voltaire et qui, dans une proclamation in extremis aux Parisiens, devant la gabegie des états-majors de l'insurrection, alors que tout était perdu, crut bon de lancer la fameuse phrase : « Place au peuple aux bras nus ! ».

Cette citation n'a de valeur que si on l'applique par comparaison avec la Commune de 1871 à notre mois de mai 58 où le peuple (au sens où l'entendait Michelet) ne pouvait que se faire massacrer inu-

tilement (bien sûr, sans chapeau haut-de-forme).

En 1934 Jouhaux malgré ses mauvaises fréquentations avait fait confiance à la grève générale ; en 1958 tous les généraux du syndicalisme ont préféré ne rien risquer et pour cause ! Le fiasco aurait été démoralisant.

Je crois que c'est en replaçant l'action syndicale devant ses véritables buts, en utilisant tous les moyens compatibles de l'époque vécue que l'on devrait redonner de la vigueur et de la logique à toutes nos revendications. S'abandonner à des formules aussi généreuses qu'elles soient, c'est à la manière de Delécluze donner un coup de chapeau (haut-de-forme ou pas) à la mort de toute espérance, visant à des conquêtes intelligentes (partage logique des richesses produites).

Des camarades d'usine m'ont accroché sur ma prétendue phobie de l'auto « démocratique ». S'ils ne m'ont pas traité de croquant ils pensent sûrement que je suis bel et bien un « amorti » pour parler comme les « Tricheurs ». Je maintiens intégralement ma thèse qui débusque aussi bien les théoriciens de la « paupérisation généralisée » du prolétariat, que ceux qui se voilent pudiquement la face devant le terrible coin enfoncé dans le monde du travail, séparant ceux qui sont mal payés, de ceux qui sont relativement bien payés. Certes, jadis ce phénomène existait déjà, mais la tendance présente va tellement dans le sens de l'exagération qu'elle déséquilibre terriblement l'action syndicale. Celui qui est bien nourri, bien logé, et le reste (je n'insiste pas sur la possession de la bagnole qui représente pour les « fanatiques » bien souvent du moins pour les moyens salariés de terribles restrictions). Je sais que le fait d'aborder certains problèmes sous l'angle où je me place, peut avoir quelque chose de désagréable et je m'en excuse. Je n'y peux rien et je crois que se contenter de raisonnements abstraits d'images d'Épinal (bourgeois pansu, le ventre barré d'une chaîne d'or, en haut-de-forme, prolétaire en casquette, costaud tenant la hampe d'un drapeau rouge, etc), constitue une sorte de trahison intellectuelle à l'égard de l'idéal que nous défendons.

Pour 1959, la « R. P. » se devrait d'enquêter sur ces questions auprès de nos meilleurs écrivains, de ceux qui sont vraiment partisans de voir changer la condition prolétarienne, même en piétinant les **schémas simplistes et les imageries « révolutionnaires »** bonnes tout au plus pour les patronages.

A. LEMIRE.

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Continuons de rendre à César...

Au moment où j'écris cette chronique, César n'est pas encore parti pour son quatrième voyage en Algérie.

Ne préjugeons pas. Nous nous étions déjà bien trop pressés de tirer des conclusions trop optimistes de la conférence de presse du 24 octobre. Il n'y a, hélas ! que pour le maréchal Juin que la guerre d'Algérie est terminée, encore dit-il « virtuellement » terminée. Et comme ce maréchal est en même temps académicien et qu'on peut, à la rigueur, supposer qu'il connaît le français cela veut dire que la guerre continue.

La politique de César est encore ambiguë. Faut-il penser qu'en Algérie, il est tombé sur un premier bec (qui ne serait que le premier d'une série) ? Aurait-il déjà révélé qu'il n'est qu'un César d'opérette, tandis que les vrais maîtres de l'Algérie, ayant à la fois repris le poil de la bête et la direction des opérations, sont maintenant bien partis pour remporter la victoire, sinon en Algérie, mais dans la métropole même ? Ou bien, au contraire, ce rusé — comme dit Robert Louzon — ne nous aurait-il nourris de bonnes paroles qu'en instance de mets plus épicés, plats de résistance de sa vraie politique ?

Nous n'allons pas tarder à être édifiés. On peut compter sur nous pour continuer de rendre impartiallement à César tout ce qui lui revient. Si, en esprit — et même, quand nous le pouvons, en action — nous sommes « dans un autre univers », il n'en reste pas moins que, bon gré mal gré, nous sommes bel et bien entraînés derrière son char (ou embarqués sur sa caravelle).

✱

Pour ce qui est de la politique intérieure, César nous a donné un premier aperçu de sa manière en refusant au « ministre dépensier » qu'est le ministre de l'Education Nationale, les quelque soixante milliards de supplément de crédits qu'il sollicitait de son collègue Harpagon. Il s'agissait non de crédits de fonctionnement, mais d'équipement ; pour parler un langage accessible à tous : il s'agissait en application d'un plan d'urgence, de donner à l'Université française les moyens « d'être à la page », c'est-à-dire de répondre convenablement aux données démographiques, techniques et scientifiques d'aujourd'hui.

Il paraît que César ne voit pas la grandeur de ce côté-là. Mais son impériale décision est lourde de signification.

Je dis : impériale décision, car, à la connaissance du bon peuple, elle n'a soulevé aucune rumeur dans la cohorte des serviteurs fidèles. Comment a réagi, selon vous, le ministre de l'Education Nationale, présumé responsable ? A-t-il dit, comme on pouvait raisonnablement s'y attendre et avec toute la déférence nécessaire : « Sire, vous jugerez certainement que je ne puis demeurer, ne serait-ce qu'en apparence, le maître d'une politique différente de celle qu'à votre service, j'avais préconisée. Daignez, s'il vous plaît, me rendre ma liberté » ?

Non, M. Berthoin n'a rien dit de semblable. Il a « encaissé », ce qui, en l'occurrence, n'est vraiment qu'une façon de parler.

✱

Mais parmi ses lieutenants intrépides, y en aurait-il un qui fasse quand même preuve de personnalité, qui se risque à prendre ses aises et à se donner

de l'air ? Eh bien ! oui, il y en a un, et il s'appelle Guy Mollet !

Ce « camarade président » a donné au *Corriere della Sera* une interview bien tapée. Interrogé à la veille du scrutin du 23 novembre, il envisage les inconnues de cette consultation du bon peuple et il dit :

« La seconde (inconnue) est représentée par ce million et demi de voix communistes qui, lors du plébiscite, se sont prononcées pour de Gaulle ».

Ce n'est plus une inconnue depuis. Mais je pense que vous avez souligné comme moi, camarades, le mot inattendu de cette déclaration : *plébiscite*. Comme nous, M. Guy Mollet rend à César ce qui lui appartient ; il ne dit pas référendum, il dit : plébiscite. Le 28 septembre, ce fut un plébiscite, comme l'affirmaient les communistes. A ma connaissance, M. Guy Mollet n'a pas démenti ce propos. Quant au Général, eh bien ! lui aussi, il a « encaissé ».

Mais l'éminent président ne s'en tient pas à des considérations sur le passé, il se lance dans les prévisions :

« ...Le prestige du général sera soumis à une usure d'autant plus intense que plus grandes sont les illusions que l'on se fait sur ses pouvoirs thaumaturgiques et que plus cuisantes de ce fait seront les désillusions... De Gaulle n'inaugure pas le carnaval, il inaugure le carême ».

Nous n'aurons donc pas, s'il faut en croire le premier commis du patron, un César de carnaval, mais un César de carême !

Pour une fois, nous serions enclins à accorder quelque crédit au ministre d'Etat du Général.

Mais, les rats quittent-ils déjà le navire ?...

L'unité syndicale vue de la C.G.T.

Il est possible, sinon probable, que la C.G.T. amorce un tournant sur la question de l'unité.

L'article de Marcel Paul dans « Le Peuple » (organe officiel bimensuel de la C.G.T. — numéro du 15 novembre) n'indique pas encore nettement ce tournant, mais il laisse ouvertes toutes les possibilités.

Il s'intitule : « Le moteur de l'unité ». Un beau titre. Si l'on comprend bien, ce moteur serait l'unité d'action revendicative telle que viennent d'en donner l'exemple les quatre fédérations de l'Energie. « L'unité d'en haut a son origine, sa source en bas ». On voit le thème : apparemment, rien de changé.

Mais c'est plutôt dans le ton que l'on pourrait déceler les premiers signes d'un tournant possible. Voyez déjà la conclusion :

« ...le personnel, du poste le moins important à celui le plus élevé (pas de tournant sur la hiérarchie !), fait la démonstration que l'unité est possible, réalisable et que, grâce à elle, l'espérance du progrès social redevient raisonnable ».

Alors, il y a donc de l'espoir. La scission, œuvre maléfique des « hommes des trusts », selon l'auteur de l'article, va être vaincue. La porte est ouverte pour la reconquête des avantages de 1946, du temps où un certain Marcel Paul était ministre de la Production industrielle.

A ce propos, Marcel Paul affirme à deux reprises dans son article que, depuis 1946, le pouvoir d'achat du personnel de l'Electricité et du Gaz a baissé de plus de 35 %. Est-ce exact ? Aucune donnée n'est fournie qui puisse étayer cette affirmation (du moins, dans l'article en question). Nous aimerions

savoir ce qu'en pensent Delsol et ses camarades du Gaz de banlieue. Avouez que, si c'est vrai, cela mérite d'être crié sur les toits.

Pour en revenir à l'unité, Marcel Paul dit le plus grand bien de la Fédération nationale C.G.T. qui « *resta, malgré tout, la grande force principale du personnel, la grande force d'unité.* »

Il ajoute cependant :

« *Mais la division est un fait moral autant que matériel ; même si les scissions ne touchent qu'un tiers ou un quart du personnel, la lutte de l'ensemble est beaucoup plus difficile.* »

Voilà de l'objectivité ! D'ici à ce que les dirigeants de la C.G.T. redeviennent les « pionniers » de l'unité syndicale, il n'y a peut-être pas loin. Le M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique) ne serait plus qu'un vague compagnon de route. Forestier doit bien connaître la musique. J'ai idée que cette musique-là ne lui plaît pas beaucoup. On étouffe aussi, en embrassant. De ce côté-là, quand un tournant est pris « à la corde » et qu'il s'agit alors de crier : *Vive le Roi !* », peu importe, qu'hier encore on criait : « *Vive la Ligue !* ».

Peut-on éviter une crise économique?

Sous ce titre, « Le Monde » du 27 novembre publie un article de M. Chalandon, membre du comité central de l'U.N.R. En somme, c'est un des « nouveaux messieurs ». J'imagine qu'il doit être l'économiste-maison.

Il me paraît intéressant de confronter ce qu'il dit avec ce que j'écrivais, sur la même question, dans le précédent numéro de la « R. P. ». Ma prise de position sur la crise et ses remèdes possibles a suscité quelques réactions chez nos camarades ; je dois dire que, pour la plupart, elles furent favorables.

Si j'y reviens aujourd'hui, c'est pour confirmer, à la lumière de l'article en question, que le gros patronat et son expression politique nouvelle ne voient pas nécessairement les choses comme M. Pinay, et que leur intérêt les pousse, à l'occasion, à se donner des airs « progressistes ».

C'est assez scabreux de se chercher ainsi des cautions dans le camp des superbes. Ça ne m'a pas réussi avec M. Mendès-France dont pourtant je ne disais — et ne pensais — que du bien ! On le verra par la lettre qu'il a envoyée à la « R. P. ». Mais je cours quand même le risque, étant donné que ce M. Chalandon va probablement devenir un augeure.

Passons sur le drame de « la hausse des salaires qui, anticipant le développement de la production, a rompu la stabilité des prix en 1957 ». C'est une chanson bien connue. Mais voyons le tableau de la situation économique actuelle :

« *Ca et là les entreprises réduisent peu à peu leur production. Dans certains secteurs, les 40 heures ne sont pas atteintes. Il va en résulter une diminution du pouvoir d'achat qui sera d'autant plus sensible que ce sont les heures de travail payées le plus cher qui disparaissent les premières. La réduction du pouvoir d'achat engendrera à son tour une diminution des heures de travail : ainsi risque d'être déclenchée une réaction en chaîne dont les conséquences deviendront incontrôlables à partir du moment où les industries-clés en subiront elles-mêmes les effets.* »

La description et la prévision sont correctes. Mais notre auteur passe délibérément à l'attaque de la politique financière des derniers responsables :

« *...cette politique déflationniste ne saurait être poursuivie plus longtemps sans créer de graves perturbations. Ce n'est pas sans inquiétude que l'on*

peut voir aujourd'hui les autorités monétaires maintenir des restrictions de crédits qui vont réduire dangereusement l'activité des industries productrices de biens durables... »

Et M. Chalandon invoque le souvenir de l'expérience Laval de 1935 pour mettre au défi un gouvernement « si fort soit-il », d'assumer jusqu'au bout les conséquences politiques d'une déflation systématique. Que faut-il donc faire ? Écoutons l'économiste-maison :

« *...il faut rechercher moins la diminution des dépenses que l'accroissement potentiel des recettes, que seul le développement de la production est en mesure d'assurer. Notre économie ne peut échapper à l'inflation que par une fuite en avant.* »

Moi, j'avais parlé de « marcher, à flanc de coteau, sur le versant de l'inflation ». L'image était moins audacieuse, mais je ne suis pas économiste de la même maison. Pour qu'on ne se trompe d'ailleurs pas sur nos vrais maîtres, sur les « princes » que nous avons maintenant, M. Chalandon tient à préciser :

« *Imposer à la sidérurgie, à l'industrie de la construction électrique ou mécanique ou même à l'automobile une récession dans les circonstances actuelles reviendrait à pénaliser des entreprises qui ont fait les plus gros efforts techniques et qui sont de ce fait les principaux exportateurs de notre pays.* »

Bien entendu, nous n'étudions pas cela en dilettantes : quand les superbes se trompent de politique, ce sont les humbles qui trinquent. Ils ont déjà commencé de trinquer ! Mais il n'était sans doute pas mauvais de leur montrer que les nouveaux maîtres qu'ils viennent de se donner « démocratiquement » avaient une politique de rechange. Tant pis pour eux s'ils se reposent trop sur celle-ci !

Une dernière citation pour ouvrir peut-être de nouvelles perspectives sur la politique algérienne et africaine en général : « *C'est l'excès des charges improductives, dont les principales sont la défense nationale et l'ensemble des dépenses de la zone franc, qui crée le danger inflationniste.* »

Comment trouvez-vous cela, sous la plume d'un membre du Comité central de l'U.N.R. ?

Notre assemblée générale du 15 novembre

Elle s'est tenue à la Bourse du Travail et, après avoir lentement démarré devant un nombre réduit de camarades, elle a fini par prendre tournure, à la fois dans l'effectif des présents et dans l'intérêt de la discussion. Les camarades s'en sont déclarés satisfaits.

Le rapporteur, *Guilloré*, parle d'abord de cette question des présents et des absents. Il est difficile de trouver un jour et une heure qui rendent tous les camarades disponibles ; il propose en conséquence de convoquer nos réunions alternativement le samedi après-midi et le vendredi soir.

Il remercie d'abord les camarades qui nous ont permis de nous réunir à la Bourse du Travail. Il fait le tableau de la situation de l'Union dans la situation générale de la classe ouvrière. Il rappelle ce que nous avons fait dans cette dernière période de mutation des institutions bourgeoises. « Nous avons mis l'accent, dit-il, sur les vrais problèmes ». Ils sont là encore, non résolus : l'Algérie d'abord, la crise économique ensuite.

Nous n'entendons nullement nous substituer aux organisations syndicales, mais, conscients de la nécessité d'un syndicalisme de masse, nous n'en croyons pas moins indispensable le syndicalisme

d'affinité. Nous sommes un cercle d'étude et de travail.

Le rapporteur esquisse une étude qu'il faudrait poursuivre et approfondir sur les opinions et comportements des organisations syndicales réelles. Il insiste surtout sur le M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique) et demande aux camarades de reprendre sur ce sujet une discussion déjà ouverte. Il n'oublie pas les groupements ouvriers hors des syndicats.

Les brochures que nous avons fait paraître, avec des succès divers, ont eu pour but justement la vulgarisation des vrais problèmes, dans l'esprit et la pratique de l'internationalisme. Nous en avons d'autres en projet, mais nous devons rééditer celle qui traite de la Charte d'Amiens ; elle est pour le moment épuisée, mais on nous la réclame de part et d'autre.

Nous formons aussi le projet de préparer une conférence nationale des cercles ou individualités membres ou sympathisants de l'Union des syndicalistes.

Guilloré conclura sur le sujet de la « R.P. ». Cette revue est la seule revue syndicaliste encore existante. Sa santé nous est précieuse. Il faut que nous ayons sur ce point une explication franche et complète. La « R.P. » doit être la revue de tous. Elle a été l'œuvre d'une génération non encore remplacée. Il faut absolument assurer la relève ; il nous faut des jeunes. Le rapporteur croit que pour eux, bientôt, l'heure de l'anarcho-syndicalisme (au sens large du terme) sonnera à nouveau.

Mercier ouvre la discussion sur le rapport en demandant de « faire passer dans le concret » les propositions qu'il contient. Chacune de nos réunions devrait être centrée sur un sujet précis avec un rapporteur compétent dûment sollicité.

Le travail relatif aux informations confédérales lui paraît de première nécessité. La brochure éventuelle sur l'Algérie devrait s'étendre aux problèmes généraux des pays néo-indépendants.

Thersant relève dans le rapport un pessimisme exagéré. Pour lui, en tenant compte des moyens, le bilan est positif. L'existence de l'Union des syndicalistes ne peut être remise en question. Mais il nous faudrait un siège et un organe. La « R.P. » est-elle cet organe ? Son statut par rapport à nous devrait être précisé. En tout cas, cela ne doit pas entraîner de conflit. C'est vers la C.G.T. que nous devons regarder car il y existe de nombreux éléments d'opposition. *Thersant* est favorable au M.S.U.D. Il demande qu'on n'oublie pas l'objectif des cercles industriels et préconise la liaison avec le cercle des correcteurs. Enfin, il se déclare en désaccord formel avec l'expression « anarcho-syndicalisme » employée par le rapporteur.

Hoyez, du syndicat des charpentiers en fer, retrace un peu l'histoire récente de son organisation. « Le chemin des charpentiers en fer, dans la C.G.T., n'est pas bordé de roses ». Il cite des chiffres tout à fait impressionnants sur la chute des effectifs dans la Fédération du bâtiment C.G.T. Les élections aux comités d'entreprises ne sont pas un bon critère. Hoyez pense qu'on en viendra à la réunification. Pour lui, le M.S.U.D. est à l'avant-garde de ce mouvement. Il se développe. Il faut y participer activement.

Samson, du syndicat autonome des métaux, essaie d'analyser la confédération autonome, ce qui n'est pas facile, étant donné tous les courants qu'on y rencontre et la confusion qui y règne. Il faut en effet trouver le moyen de parler aux jeunes un langage qu'ils comprennent. De ce point de vue, si lui, Samson, comprend très bien et approuve la diversité des opinions qui se font jour dans la

« R.P. », souvent les jeunes, au contraire, pourraient l'incriminer de ne pas savoir ce qu'elle veut.

Maurice Kirsch déclare passionnante et non oiseuse la discussion sur anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire. Il propose de s'en tenir à syndicalisme indépendant. Les difficultés que traverse la C.G.T. pourraient l'inciter à soutenir une politique d'unification syndicale comme courroie de transmission vers le pouvoir. Pour lui, on constatera l'emploi de plus en plus rare des formes violentes de la lutte de classe. Une certaine fonctionnarisation du prolétariat nous oblige, non à abroger, mais à compléter la Charte d'Amiens par une nouvelle analyse du prolétariat et du patronat.

Simon signale la croissance du courant unitaire dans la F.E.N. (Fédération de l'Education Nationale), son opposition au syndicalisme d'Etat et la « minorisation » toujours plus grande du courant communiste.

Barton dit que les brochures d'aujourd'hui ne sauraient avoir le même contenu que les brochures d'agitation des premières années du mouvement syndical. Ne sous-estimons pas les jeunes : ils ont besoin d'idées. Nous devons leur fournir à la fois les faits et les idées. Il approuve complètement *Mercier* sur la nécessité de meubler nos réunions par un rapport sur un problème précis. Selon lui, la « R.P. » ne nous a guère apporté quelque chose de neuf, depuis quelques années. Il faut « donner du poids à la « R.P. » ».

Hagnauer pense au contraire que la « R. P. » donne du nouveau, ne serait-ce que les articles de *Barton* lui-même. Mais, comme dans l'auberge espagnole, on n'y trouve que ce qu'on y apporte. Pouvoir dire tout ce qu'on pense, c'est la qualité irremplaçable de la « R.P. ». Et c'est pourtant ce qui paraît retenir certains d'y écrire plus souvent ! Les rapports entre la « R.P. » et l'Union des syndicalistes sont très étroits et rien ne s'oppose à ce qu'ils le deviennent davantage encore. *Hagnauer* envisage une collaboration possible avec le M.S.U.D. Dans cet effort d'éducation syndicaliste, qu'y a-t-il d'autre en dehors de nous ? Il nous faut toucher et convaincre les camarades qui ont des préventions contre nous, particulièrement au sein de F.O.

Sadik déclare : « Vous vouliez des jeunes ? en voilà ! ». Il signale la revue « Révoltes » qui est une tribune de jeunes et qui étudie sérieusement les problèmes. Les heures supplémentaires, voilà la question dominante dans la situation ouvrière actuelle ! *Sadik* montre aussi comment on joue des « avantages sociaux » pour réduire le salaire effectif. Il faut s'opposer au « robotisme ».

Dichamp, du syndicat autonome du bâtiment, montre qu'il y a actuellement un courant vers l'autonomie. Il en veut pour preuve les lettres inattendues qu'il reçoit de province. Il pense aussi que c'est vers le M.S.U.D. qu'il faut s'orienter. Au sujet de la brochure : « Est-ce que le bâtiment va ? », il en voit l'écoulement naturel par les adhésions au syndicat autonome du bâtiment. Il regrette qu'un chapitre sur la décentralisation industrielle nécessaire ait « sauté », alors qu'il y tenait beaucoup. Les conditions actuelles de l'emploi dans le bâtiment provoquent un abaissement réel des salaires. *Dichamp* nous informe aussi qu'une partie même du patronat est opposée à l'association capital-travail préconisée par de Gaulle.

L'heure avancée et la dispersion rapide des camarades ne nous ont pas permis de terminer sur un plan de travail très net. Nous essaierons de « faire passer dans le concret » les différentes propositions que la discussion très large a mises en évidence.

R. GUILLORE.

LES POSSIBILITÉS DE FORCE OUVRIÈRE

La C.G.T.-F.O. aura onze ans d'existence fin décembre. Les prévisions de la C.G.T. selon lesquelles F.O. ne vivrait pas ne se sont donc pas réalisées. Les débuts furent certes très difficiles pour la plupart des fédérations qui avaient tout à constituer, syndicats et documentation, et qui manquaient de cadres. F.O. eut l'heureuse idée de créer le centre de formation des militants qui a beaucoup contribué à l'éducation syndicale de jeunes camarades et la situation s'est ainsi peu à peu améliorée. Actuellement, fédérations, unions départementales et syndicats peuvent compter sur des cadres sérieux et compétents.

La C.G.T.-F.O. est maintenant bien assise ; elle n'a sans doute pas atteint l'objectif qu'elle s'était primitivement fixé (vider la C.G.T. de ses adhérents non communistes) mais elle est parvenue à grouper un nombre très important de camarades. Si F.O. n'est arrivée qu'à affaiblir — considérablement il est vrai — la C.G.T. sans cependant la discréditer complètement auprès des salariés, cela tient pour une grande part à ce que ces trois lettres, C.G.T., représentent pour la masse des travailleurs : un passé de plus de soixante années de luttes. Ils ne font pas de distinction entre l'activité qui fut celle de la vieille C.G.T. orgueilleusement indépendante de tous partis politiques et celle de la C.G.T. actuelle subordonnée au parti communiste. En outre, un grand nombre de militants en désaccord avec la politisation des syndicats, des socialistes notamment, ont manqué de courage et sont demeurés à la C.G.T. par peur. Il est vrai que les militants qui prenaient l'initiative de constituer un syndicat F.O. et que les communistes tentaient par tous les moyens de discréditer devaient faire preuve d'un cran certain et d'une grande volonté d'aboutir.

Malgré toutes ces difficultés, un point très important a été acquis : il n'est plus possible pour la C.G.T. de lancer un grand mouvement de grève sans l'accord préalable de F.O. et de la C.F.T.C. Par conséquent, une grève générale politique, comme celle que nous avons vécue en 1947 pour tenter d'instaurer un gouvernement communiste ne peut plus se renouveler.

Nous avons ainsi fait échec à la dictature de gauche et conservé notre liberté, ce bien si précieux, « dont on ne mesure l'importance que lorsqu'on l'a perdue », ainsi que nous le disait en 1948 un camarade tchécoslovaque.

Les fédérations F.O. ont défendu de leur mieux les intérêts des travailleurs. C'est ainsi, par exemple, que celles de la métallurgie, des employés, des produits chimiques et de l'alimentation ont revendiqué et obtenu dans certaines entreprises et branches de commerce, des pensions complémentaires qui viennent s'ajouter à celle, dérisoire, de la Sécurité Sociale. Ici, certains jeunes camarades hausseront peut-être les épaules. C'est pourtant un avantage important que les intéressés apprécient à sa juste valeur, et il est à souhaiter que cette mesure se généralise dans toutes les industries pour qu'en bénéficient tous les anciens travailleurs.

J'ai entendu maintes fois des camarades reprocher à F.O. de ne pas être suffisamment dynamique. C'est peut-être exact : plusieurs fédérations n'ont pas des syndicats puissants et les adhérents ne sont généralement pas très actifs. Mais c'est une situation qui n'est pas particulière à F.O. ; il en est de même dans les autres centrales syndicales. Actuellement, la grande majorité des travailleurs semble se désintéresser de l'action syndicale. Mais, en France, cette passivité peut cesser très rapidement, et une belle flambée surgir qui pourrait

bousculer la situation présente et montrer au patronat et au gouvernement que la classe ouvrière entend avoir des salaires raisonnables et que les progrès sociaux doivent marcher de pair avec les progrès techniques.

L'erreur de la C.G.T.-F.O. réside, à mon avis, dans son opposition systématique à toute action commune de syndicats ou de fédérations avec la C.G.T., ce qui fait dire à de nombreux camarades que toute l'activité de F.O. se borne à une lutte anticommuniste, ce qui est faux.

Les congrès confédéraux et les comités confédéraux nationaux ont eu raison de voter des résolutions contre l'unité d'action avec la C.G.T. Ils ont ainsi mis en garde les militants contre les habituelles manœuvres des communistes qui ne voient dans toute action commune qu'un moyen de démolir les syndicats adverses.

Cependant, à toute règle il y a des exceptions. C'est ainsi par exemple que la fédération de l'Électricité et du Gaz s'est mise d'accord depuis un an avec les fédérations de la C.G.T., de la C.F.T.C. et de l'U.N.G.M. pour défendre les revendications du personnel nationalisé de l'électricité et du gaz. En consentant à cette unité d'action, elle tient compte de la volonté manifestée par les syndiqués qui, lassés de l'incompréhension gouvernementale, estiment que l'union des fédérations de toutes tendances est indispensable pour obtenir satisfaction. Il faut parfois savoir faire taire ses ressentiments quand il s'agit de défendre les intérêts des salariés.

C'est ainsi qu'une manifestation d'avertissement qui a pleinement réussi a eu lieu le 19 novembre dernier dans tout le pays. Tous les syndicats, cadres compris, ont organisé des arrêts de travail et des réunions de protestation avec dépôts de résolutions auprès des pouvoirs publics. Dans la région parisienne, le personnel électricien et gazier a abandonné le travail à 16 heures pour se rendre à un meeting à la Bourse du Travail de Paris où se trouvèrent réunis cinq mille camarades. Il y a longtemps que l'on n'avait vu une telle affluence rue du Château-d'Eau.

Dans toute action commune à laquelle participe la C.G.T. l'essentiel est que les militants soient suffisamment avertis pour éviter les pièges qui pourraient leur être tendus. Et c'est le cas des membres de la C.E. de la fédération de l'Électricité et du Gaz.

**

L'action du comité de Salut Public d'Alger et le vote sur la Constitution ont provoqué des remous à F.O.

L'appel des 58 militants de syndicats F.O. de la région parisienne conseillant aux camarades de se prononcer contre le projet de Constitution a fait quelques mécontents.

La Commission exécutive confédérale a délibéré sur le projet de Constitution ; en conclusion, elle a voté une résolution stipulant qu'il ne portait aucune atteinte au droit syndical et qu'en conséquence chaque adhérent F.O. devait voter suivant son opinion personnelle.

Des personnalités qui se sont même prononcées en faveur du *oui* ont, verbalement et par écrit signalé que ce projet de Constitution contenait un danger de pouvoir personnel.

La C.E. de F.O., tout en laissant la liberté de vote aux adhérents aurait pu présenter de sérieuses observations concernant ce projet. Au C.C.N. du mois d'octobre, les 58 signataires de l'appel en faveur du *non* furent fustigés par Graux, secrétaire de l'U.D. de l'Aisne qui parla d'indiscipline.

